



DÉLÉGATION FRANÇAISE
À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE
DE L'O.S.C.E.

Paris, le 4 octobre 2019

INTERVENTION DE M. PASCAL ALLIZARD

Vice-Président de l'AP-OSCE

RAPPEL A L'ORDRE : Chers Collègues, nous allons commencer notre réunion

J'ouvre la séance et vous souhaite à tous la bienvenue au Forum méditerranéen annuel de notre assemblée. Cette année est particulière puisque notre forum se tient dans un pays qui joue un rôle important en Méditerranée. Le Royaume du Maroc nous accueille afin que nous puissions débattre sur « *Les modèles de coopération Nord-Sud et la connectivité économique de la région méditerranéenne dans un monde globalisé* ».

C'est la première fois dans l'histoire de notre assemblée qu'un État partenaire nous accueille dans le cadre d'une réunion statutaire et je tiens à remercier nos hôtes marocains pour leur remarquable hospitalité.

2019 est une date symbolique, car nous célébrons les 25 années du partenariat méditerranéen de l'OSCE, créé lors du Sommet de Budapest en 1994.

Je suis fier du chemin que nous avons parcouru au cours de ces dernières années. Depuis le premier séminaire d'octobre 2017 sur la lutte contre l'extrémisme violent, nous avons avancé main dans la main avec la délégation marocaine menée par le Sénateur El Bakkouri.

Une belle amitié est née au sein de l'AP - OSCE ainsi qu'entre nos deux Chambres respectives que sont le Sénat de la République Française et la Chambre des Conseillers du Royaume du Maroc. C'est là aussi tout l'esprit du partenariat Méditerranéen de l'OSCE.

Je remercie notre Président George Tsereteli, assis ici à mes côtés, pour la confiance qu'il a placée en moi en me demandant de poursuivre mon action de Représentant Spécial pour les affaires méditerranéennes suite à sa brillante réélection au Luxembourg en juillet dernier.

Depuis que j'ai commencé à travailler sur ces sujets, j'ai eu à cœur d'écouter nos partenaires afin d'adapter à notre action commune aux réalités du terrain. Je serais attentif à ce qui sera dit durant ce forum et je suis à votre entière disposition pour des échanges bilatéraux après cette réunion.

D'une manière générale, je souhaite soutenir votre engagement, celui des partenaires méditerranéens eux-mêmes, dans les activités de l'AP - OSCE. Il y a parmi nous des habitués à nos formats de discussion et je salue leur assiduité.

Je tiens à remarquer que la délégation israélienne était enthousiaste à l'idée de se rendre au Maroc pour notre réunion, mais les conséquences de leurs récentes élections ont empêché leur participation.

Nous sommes honorés par la présence du Ministre Voridis. Cher Makis, c'est un plaisir de vous revoir parmi nous, vous qui fûtes longtemps notre collègue dans cette assemblée.

Notre agenda est chargé, donc je me permets immédiatement d'introduire le thème de notre forum : la discussion sur **les modèles de coopération Nord-Sud** offrira l'opportunité d'échanger sur des thématiques transnationales, sans oublier une type nouveau de coopération EST SUD, si l'on peut dire, introduit par la Chine partout dans le monde et plus particulièrement en Méditerranée

Au cours de l'année passée, **les flux migratoires** ont évolué au point que la route méditerranéenne occidentale, partant du Maroc vers l'Espagne, est devenue la voie la plus attractive pour rejoindre l'Europe. Dans le cadre d'une certaine forme d'externalisation des frontières européennes, le Maroc est un partenaire clé dans le contrôle migratoire. J'évoquerai plus tard la position de la France qui a été rappelée avec force, en septembre dernier, par le Président de la République et l'ouverture d'un grand débat en France sur les flux migratoires.

La sécurité et la lutte contre le terrorisme sont devenues de plus en plus importantes dans les politiques nord-africaines des pays européens. Les États de l'OSCE ont tout intérêt à comprendre les menaces sécuritaires et à les aborder en coopération avec les pays nord-africains. La présidence albanaise du Groupe de Contact Méditerranéen, en la personne

de l'Ambassadeur Hasani, et la représentation de l'Union Européenne au Maroc et le Parlement panafricain apporteront leur contribution sur tous ces sujets.

La connectivité économique de la région méditerranéenne dans un monde globalisé permettra aussi de discuter de la présence de la **Chine en Méditerranée** à travers son initiative des Nouvelles Routes de la soie ainsi que sur sa présence militaire.

Je vais d'ailleurs aborder dès maintenant cette question de la Chine et de sa présence très sensible en Méditerranée

La Méditerranée est un espace partagé dont de nombreux pays membres de l'AP-OSCE sont riverains. Chacun d'entre nous est particulièrement attaché à son devenir. Un peu oubliée, elle revient au centre des préoccupations à la faveur de crises et de tensions :

- crise migratoire dont une partie des flux de migrants arrivent par 3 grandes « routes » à travers la Méditerranée jusqu'à la rive nord ;
- guerre contre le terrorisme au Levant dont certaines des activités militaires ont été menées ou coordonnées depuis la méditerranée orientale ;
- frictions entre l'OTAN et la Russie sur le flanc oriental de l'Europe ;

- menace terroriste sur tout le bassin méditerranéen
- découverte de gisements d'hydrocarbures en mer qui attisent les rivalités et accroissent les risques de pollution.

Pourtant un autre acteur – loin de sa zone habituelle d'influence - prenait lentement pied en méditerranée, la Chine, et marquait sa présence tant en mer qu'à terre. Certains y voient la suite normale d'une stratégie de mondialisation. D'autres s'inquiètent de cette nouvelle puissance à leur porte qui, peu à peu, impose sa présence et demain ses règles.

Avec les « Nouvelles Routes de la soie », connues sous le nom de BRI « Belt and Road Initiative », la Chine vise bâtir - sur plusieurs décennies - des routes commerciales terrestres, ferroviaires, maritimes, digitales jusqu'à l'Europe, l'Afrique et plus loin encore.

Les conséquences de cette politique seront très importantes dans les prochaines années avec le **retour de la puissance militaire chinoise** destinée en partie à les sécuriser, c'est-à-dire à assurer la sécurité des ressortissants chinois et de leurs entreprises mobilisés sur ces nombreux projets, **priorité que vient d'ailleurs de rappeler le dernier Livre blanc de la défense chinois.**

Portée par les Nouvelles Routes de la soie et une multitude d'accords bilatéraux, la Chine tisse un vaste réseau à travers le monde jusqu'en méditerranée.

Nous devons admettre que les projets chinois ont su répondre rapidement aux besoins réels de pays en recherche de développement, de modernisation, mais qui peinaient à trouver des financements. « *Pour devenir riche, il faut commencer par construire une route.* » disent les Chinois. En méditerranée comme ailleurs, la force de frappe chinoise se caractérise par la capacité à actionner à la fois le secteur public et le secteur privé, ce qui permet un pilotage politique, centralisé, et offre une puissance financière considérable.

Par ailleurs, la Chine mise beaucoup sur le développement de ses liens avec l’Afrique, où elle investit dans la plupart des secteurs de l’économie¹. Pas étonnant dès lors que la zone méditerranéenne, lien naturel entre l’Europe et l’Afrique, suscite un regain d’intérêt. Cette présence s’affirme également au niveau culturel, comme l’attestent l’essor des Instituts Confucius dans des pays riverains de la Méditerranée et en Afrique, la multiplication des coopérations, de même que la croissance du nombre d’étudiants issus de ces pays en Chine.

Il convient de prendre toute la mesure des bouleversements en cours, en gardant à l’esprit que nos États font face à une stratégie globale mise en œuvre par une puissance qui pense sur le long terme et parle d’une seule voix. Avec nos pays divers, aux approches parfois divergentes et aux moyens contingentés, la Chine privilégie les relations bilatérales dans lesquelles elle propose sa « bienveillante » coopération, souvent en position de force.

¹ Le président chinois était en septembre 2019 à Brazzaville, au Forum « Investir en Afrique » au cours duquel de nombreux protocoles d’accord et accords-cadres ont été signés afin d’accélérer les investissements et diversifier les économies du continent

C'est pourquoi je plaide toujours pour une approche collective des enjeux en Méditerranée et une meilleure coopération entre les riverains. Je milite pour une vision stratégique partagée, appuyée par un échange suivi d'informations afin de ne plus découvrir après coup que tel fleuron industriel, tel opérateur, tel port est passé sous contrôle chinois. Et je rappelle que si les investissements de la Chine ne doivent pas toujours nous inquiéter, ceux réalisés dans certains secteurs comme les ports ou dans les réseaux² notamment, rendent possible le développement d'activités non commerciales (escales militaires, renseignement, intelligence économique, cyber-menaces) lesquelles soulèvent des questions d'ordre stratégique. Nous pouvons éviter cela, car il appartient aux riverains de cette mer de ne pas se laisser marginaliser dans leur propre environnement, de préserver leur souveraineté, tout en demeurant ouverts – sous conditions - aux projets chinois.

Je parle souvent d'équilibre à trouver dans la relation avec les Chinois et c'est ainsi, par exemple, que la problématique du **rééquilibrage des échanges** a largement dominé les discussions du dernier sommet Union européenne – Chine. À nous donc de promouvoir et défendre la réciprocité d'autant que ces infrastructures, ces routes nouvelles, devraient faciliter les flux en direction de l'Asie tout autant que les échanges entre nous.

Au-delà de la nécessaire préservation de nos actifs stratégiques, il faudra réfléchir aux financements internationaux dont la complexité, la conditionnalité ont rendu l'offre chinoise attractive bien que proposant des crédits plus chers. Ces crédits qui peuvent au final aboutir à des situations de fragilité financière en cas de défaillance de paiement ou donner lieu à des pressions, voire des contreparties.

² Satellites, câbles sous-marins, villes « intelligentes » et réseaux de vidéosurveillance (« Safe city »)

Enfin, mes chers collègues, nous savons la pression exercée par la Chine sur les ressources, notamment halieutiques, des mers du globe. Cette situation appelle de notre part une plus grande vigilance quant à la surveillance et à préservation de nos espaces maritimes et de leurs richesses que l'on sait déjà menacés par les changements climatiques ou la pollution³. La croissance des flux maritimes, en particulier provenant de Chine, est un aussi un sujet d'attention au regard de la sécurité maritime et de la préservation de l'environnement.

Les partenaires méditerranéens ne sont pas les seuls à s'interroger puisque ces derniers mois ont été marqués par un contexte mondial de défiance vis-à-vis des projets chinois⁴ qui a conduit Pékin à annoncer une nouvelle feuille de route pour la BRI, ainsi que des chantiers plus respectueux des questions sociales et environnementales, plus d'ouverture dans les appels d'offres et davantage d'efforts pour lutter contre la corruption.

En conclusion, la Méditerranée est une zone d'attention majeure pour l'OSCE que l'émergence d'un nouvel acteur international ne doit pas contribuer à déstabiliser, à militariser ou à piller davantage. Pour autant, ne soyons pas fermés aux opportunités dès lors qu'elles sont conformes à nos intérêts et à nos standards. S'agissant des Routes de la soie, il conviendra de suivre d'une part, si les évolutions annoncées marquent une volonté réelle de changement et, d'autre part, si la situation économique en Chine se dégrade, contraignant à ralentir les

³ Microplastiques, eaux usées, hydrocarbures

⁴ Ainsi, le gouvernement malaisien avait-il suspendu les travaux du chemin de fer inclus dans la BRI, et annulé d'autres projets, afin d'obtenir davantage de retombées pour l'économie locale

investissements. Enfin, il revient aux riverains de la Méditerranée de demeurer attentifs aux **événements à la périphérie**, en particulier en Afrique subsaharienne, au cœur du défi migratoire et terroriste⁵, et dans la Corne de l’Afrique, verrou stratégique pour l’accès à notre mer commune.

Sans transition, je donnerai la parole dans un court moment aux participants en provenance des États partenaires Méditerranéens de l’OSCE, ainsi qu’à nos distingués intervenants assis à mes côtés.

Afin de faciliter l’interprétation lors de ce Forum, je demanderai à tous ceux d’entre vous qui ont l’intention de lire leur intervention, d’en faire parvenir une copie au secrétariat afin qu’il puisse la transmettre aux interprètes.

Nous allons écouter nos distingués intervenants les uns après les autres. Si vous avez des questions ou des commentaires à leur adresser, je vous invite à le faire dans le cadre du débat qui va suivre leurs présentations et les remarques des partenaires

À cet effet une liste est actuellement ouverte et je vous invite à signaler votre nom et votre pays auprès du personnel du Secrétariat assis à mes côtés pour vous y inscrire.

C’est avec grand plaisir que je cède la parole à un intervenant qui ne nécessite plus d’introduction, notre Président George Tsereteli, pour ses remarques introductives. Monsieur le Président, c’est à vous.

⁵ Mali, Niger, Tchad, Burkina Faso, Nigéria...